

Kenya : La diminution des aires agricoles menace la sécurité alimentaire

Page 10

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 21 Mars 2022

7 jrs/7

N°1889

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Cyril Ramaphosa tient l'Otan responsable de la guerre en Ukraine

Page 8



L'exécutif éthiopien prend des mesures contre la vie chère

Page 7



RDC : Des attaques imputées aux ADF font 50 morts en Ituri

Page 6



La lutte contre l'esclavage, une urgence nationale en Mauritanie

Page 2



MAURITANIE

La lutte contre l'esclavage devient une affaire d'Etat

En Mauritanie, les scènes de sévices et de maltraitances sont légions, notamment contre la communauté noire qui vit dans ce pays, rappelant de mauvais souvenirs de l'esclavage. Les autorités ont décidé de faire de la lutte contre cette pratique, une priorité dans le but de garantir les droits de toutes les couches sociales du pays.



L'esclavage est assimilé à un crime contre l'humanité dans la Constitution mauritanienne



Une vue des représentants de l'Etat et des ONG qui ont pris part à ce colloque

Un colloque sous-régional sur l'esclavage a été officiellement lancé, mercredi 16 mars, à Nouakchott, sous le thème "Faisons de la lutte contre l'esclavage un combat commun et consensuel entre la société civile et les gouvernements des pays du Sahel''. A l'occasion de ce colloque, un haut responsable de l'Etat mauritanien a affirmé que la lutte contre l'esclavage en Mauritanie «est une priorité constante et irréversible» des autorités.

Le choix de la tenue de ce colloque dans ce pays n'est pas anodin car le phénomène persiste malgré la législation condamnant la pratique comme un crime contre l'humanité .»Les lois en Mauritanie sont les plus développées et les plus performantes dans la région mais la justice refuse encore d'accompagner la synergie existante dans ce domaine entre le législatif, l'exécutif et les ONG en la matière», a dit M. Ould Abeid, député à l'Assemblée nationale, selon VOA Afrique.

Toutefois, Biram Dah Abeid, président de l'Initiative pour la résurgence de la lutte anti-esclavage (IRA), la principale ONG anti-esclavagiste

La suite à la page 3

RDC

La suite de la page 2

mauritanienne, a souligné dans son discours que «la tenue de ce forum, une première dans le pays, constituera le début d'une nouvelle ère de coopération avec le gouvernement pour enrayer l'esclavage».

«La main du gouvernement est tendue à tous les forums et tribunes, dans la légalité et le rejet de l'extrémisme afin d'éliminer, dans les plus brefs délais, l'esclavage et ses séquelles», a dit le commissaire aux Droits de l'Homme de Mauritanie, Cheikh Ahmedou Ould Sidi, selon notre source.

Cette rencontre qui a pris fin le jeudi 17 à Nouakchott, est organisée à l'initiative des ONG des pays membres du G5 Sahel que sont: Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina Faso. Outre les représentants d'ONG du G5 Sahel, d'autres sont venus du Sénégal, de Gambie et de pays européens comme la France et la Belgique.

Lucien DAKISSAGA

Félix Tshisekedi, candidat à un 2nd mandat, compte «ramener la paix»



"Je crois que les Congolais ont encore envie de voir du Félix Tshisekedi", a déclaré le président

Le président congolais, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, s'est dit «déterminé à ramener la paix» en République démocratique du Congo (RDC). Un pays en proie, depuis plus de 25 ans, à des violences qui ont fait des millions de morts, tout en confirmant, dans une interview publiée jeudi, par le journal 'Le Soir', qu'il souhaite briguer un second mandat et cité par la rtbf.

«*Résoudre les problèmes sécuritaires, c'est mon obsession et je suis déterminé à ramener la paix. C'est pour cela que j'ai voulu 'mutualiser' les opérations et impliquer les pays voisins (principalement l'Ouganda et le Rwanda, ndlr), ce qui nous a amenés à lancer des opérations avec l'armée ougandaise contre les ADF (Allied Democratic Forces, des rebelles qui sévissent dans la province de l'Ituri, dans le nord-est de la RDC)*» a déclaré le président congolais, Félix Tshisekedi, selon la rtbf. «*Pour les (groupes armés) nationaux, le processus de désarmement a commencé et nous allons avoir une grande réunion avec tous nos partenaires pour booster ce désarmement*», ajoute le président qui a regagné

La suite à la page 4

RDC

La suite de la page 3



Le séjour en Belgique de Tshisekedi a donné lieu à de nombreuses rumeurs sur son état de santé

Kinshasa mercredi soir, après un séjour privé d'une dizaine de jours en Belgique pour soigner une hernie discale. Évoquant la présence des groupes armés étrangers sur le sol congolais, le président affirme «*essayer de régler cette question à la fois de manière bilatérale et sur le plan régional*». *Je veux faire de cette région de l'Est un havre de paix et de développement, elle a tous les atouts pour cela*», indique-t-il, tout en précisant qu'il compte rencontrer les présidents rwandais et burundais à cet effet.

Rempiler pour un second mandat

Interrogé sur la campagne en vue des élections générales (présidentielle, législatives et provinciales) censées se tenir en décembre 2023), il dresse un bilan qu'il présente comme positif de sa rupture avec le camp de son prédécesseur, Joseph Kabila Kabange. Pour ce qui est du respect du calendrier électoral, Felix Tshisekedi a indiqué, «*Je veux tenir les délais (fixés pour les élections) pour que les gens croient en moi et que j'ai l'occasion de rempiler*», poursuit-il. «*Nous faisons tout ce que nous pouvons pour que les élections se tiennent dans les délais mais pour cela nous aurons besoin de l'accompagnement de la communauté internationale. (...) Jusqu'à présent, je n'ai pas eu beaucoup de temps* «, dit-il.

Pierre Oued.

Des ONG suspectent des élections «bâclées et chaotiques» en 2023

Soixante-deux organisations congolaises et étrangères ont alerté le jeudi 17 mars 2022 sur la préparation en République démocratique du Congo d'élections "bâclées et chaotiques" en 2023, a rapporté VOA Afrique. Ces ONG ont relevé des similitudes avec les précédents scrutins aux résultats contestés, organisés en 2011 et 2018.

«La préparation des élections accuse déjà un retard de 12 mois. Pourtant, il faut mille jours pour organiser des élections transparentes, inclusives, libres et crédibles en respectant le délai constitutionnel», a expliqué au cours d'une conférence de presse, Jérôme Bonso de la Ligue nationale pour des élections libres et transparentes (Linelit), cité par Mediapart. «Nous alertons maintenant, parce que de tout ce qui se fait dans les

La suite à la page 5

LIBYE

La suite de la page 4



L'organisation américaine, The Sentry, qui suit le processus, va proposer des sanctions individuelles contre des personnes qui entravent le bon déroulement des préparatifs des élections, a indiqué sa directrice Justyna Gudzowska.

préparatifs, on perçoit des signaux clairs qui démontrent que les élections en préparation risquent d'être bâclées et chaotiques comme celles organisées en 2011 et 2018», a estimé Floribert Anzuluni, du mouvement citoyen Filimbi (sifflet en swahili). «Nous déclarons ensemble (avec les ONG congolaises) que les prochaines élections en 2023 doivent se dérouler d'une autre manière. Mais, après analyse du processus de préparation, «nous avons peur», a déclaré pour sa part Tony Gambino, un ancien responsable de l'agence américaine USAID en RDC cité par notre source.

Les ONG réclament des élections libres, inclusives, transparentes et démocratiques

Dans une déclaration commune, les 62 ONG ont invité le gouvernement congolais et la communauté internationale à veiller «dès maintenant à ce que les prochaines élections soient véritablement libres, inclusives, transparentes et démocratiques et que personne ne puisse travestir les résultats sortis des urnes». Les dirigeants de la commission électorale nationale indépendante (Céni), contestés par les églises catholique et protestante, ont accusé le gouvernement de ne pas libérer les fonds pour des opérations pré-électorales alors que le ministre congolais des Finances, Nicolas Kazadi, a affirmé avoir déjà versé plus d'une vingtaine de millions de dollars à la Céni. En 2011 et en 2018, la société civile, principalement l'église catholique, ainsi que des partenaires étrangers de la RDC, avaient remis en cause les résultats publiés par la Céni et avalisés par la Cour constitutionnelle. Malgré des irrégularités constatées, la communauté internationale a laissé faire, a regretté Jean-Claude Mputu, porte-parole du regroupement «Le Congo n'est pas à vendre».

Oumou Konaté

RDC

Des attaques imputées aux ADF font 50 morts en Ituri



Une cinquantaine de civils ont été tués dans des attaques menées par des présumés rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF) contre plusieurs villages dans la province de l'Ituri, dans le nord-est de la RD Congo, ont indiqué, lundi, des sources locales.

«Quatre villages ont été attaqués par des rebelles ougandais de l'ADF» qui ont tué 19 personnes, dimanche dans le territoire d'Irumu, a déclaré à l'AFP, Christophe Munyanderu, coordonnateur de la Convention pour le respect des droits de l'homme en Ituri, une ONG locale. "Il s'agit des villages Carrière où on a perdu 8 civils, Apakolu 4 civils, Apamayaya 2 et Kimautu où on a 5 morts», a-t-il détaillé. Lundi, les villages Apende et Ndimo ont aussi été la cible d'attaques des ADF qui y ont tué respectivement 18 et 15 civils. Au total, on comptabilise au moins 52 civils tués entre dimanche et lundi», a ajouté M. Munyanderu, indiquant qu'il s'agissait d'un bilan encore provisoire.»Nous avons retrouvé 18 corps à Apende», a déclaré un responsable militaire dans la région.»52 civils, c'est trop nombreux, ça fait mal au coeur», a ajouté M. Munyanderu, estimant que «si toutes les alertes de la population civils étaient prises en considération, ces ADF n'auraient pas tué autant de monde».Tous les villages attaqués sont situés dans la chefferie de Walese Vonkutu, une zone enclavée, à la frontière avec la province du Nord-Kivu.

En fin de semaine, une trentaine de personnes ont été tuées du côté du Nord-Kivu dans des attaques lancées par des présumés ADF. Placées sous état de siège depuis mai dernier, l'Ituri et le Nord-Kivu sont en proie, depuis plus de 25 ans, aux violences de groupes armés, dont les ADF. Une opération militaire conjointe ougando-congolaise a été lancée fin novembre contre ces rebelles, accusés de massacres de civils dans l'est de la RDC et d'attentats djihadistes sur le sol ougandais. Le groupe Etat islamique (EI) considère les ADF comme sa branche en Afrique centrale.

K.Fiakofi

ETHIOPIE

L'exécutif éthiopien prend des mesures contre la vie chère

Le gouvernement éthiopien a indiqué, mercredi, qu'il prenait des mesures économiques pour contrer la vie chère et stabiliser le marché alimentaire, selon Xinhua.



La flambée des prix des denrées alimentaires est une équation pour le gouvernement éthiopien



Plusieurs pays africains sont également touchés par cette hausse des prix des denrées alimentaires

«Le gouvernement va importer 150 millions de litres d'huile de table au cours des trois prochains mois dans le cadre des efforts visant à atténuer la hausse des prix des denrées alimentaires dans le pays», selon Ahmed Shide, ministre d'Etat éthiopien chargé des Finances, cité par la Fana Broadcast Corporate (FBC). M. Shide a affirmé que les entreprises publiques seront impliquées dans l'importation d'huile de table. Une denrée qui s'est relativement raréfiée sur le marché éthiopien au cours des dernières semaines, contribuant à la hausse du coût de la vie. Selon le ministre d›Etat, outre l›importation d›huile de table, le gouvernement soutiendra les usines locales de production d›huile de table qui traitent l'huile de palme brute dans le pays.

1,95 milliard de dollars américains de subventions

Face à la rareté de l'offre d'huile de table sur le marché et à l'augmentation de la demande, le gouvernement éthiopien avait précédemment supprimé les taxes et les droits de douane sur les importations de tous les produits d'huile alimentaire, afin de résoudre les problèmes liés au coût de la vie, a indiqué Xinhua. Dans le cadre des mesures économiques en cours visant à freiner la flambée du coût de la vie dans le pays, le pays d'Afrique de l'Est a dépensé 100 milliards de birrs (environ 1,95 milliard de dollars américains) en subventions pour le carburant au cours de l'année budgétaire éthiopienne 2021/2022, qui a débuté en juillet 2021, confie le ministre d'Etat.

Pierre Oued.

AFRIQUE DU SUD

Ramaphosa tient l'Otan responsable de la guerre en Ukraine

Jeudi dernier, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a accusé l'OTAN d'être responsable de la guerre en Ukraine et a déclaré qu'il résisterait aux appels à condamner la Russie.





Ramaphosa est appelé à servir de médiateur dans la crise russo-ukrainienne

Dans un communiqué qui jette le doute sur son acceptation par l'Ukraine ou l'Occident en tant que médiateur, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a soutenu que «la guerre aurait pu être évitée si l'OTAN avait tenu compte des avertissements de ses propres dirigeants et responsables, au fil des ans, selon lesquels son expansion vers l'Est conduirait à une plus grande instabilité dans la région».Ramaphosa a cependant déclaré à Moneyweb que l'Afrique du Sud «ne peut tolérer l'usage de la force et la violation du droit international». Une référence apparente à l'invasion de l'Ukraine, le 24 février, que Moscou a qualifié d'»opération spéciale» pour désarmer et «dénazifier» l'Ukraine. Kiev et ses alliés occidentaux pensent que la Russie a lancé la guerre non provoquée pour subjuguer un voisin que Poutine appelle "État artificiel".

Insister sur le dialogue

Le parti du Congrès national africain (ANC) de Ramaphosa qui gouverne l'Afrique du Sud depuis la fin du régime de la minorité blanche, en 1994, avait des liens étroits avec l'ex-Union soviétique qui a formé et soutenu des militants anti-apartheid pendant la guerre froide.Pour cette raison, l'Afrique du Sud

La suite à la page 9

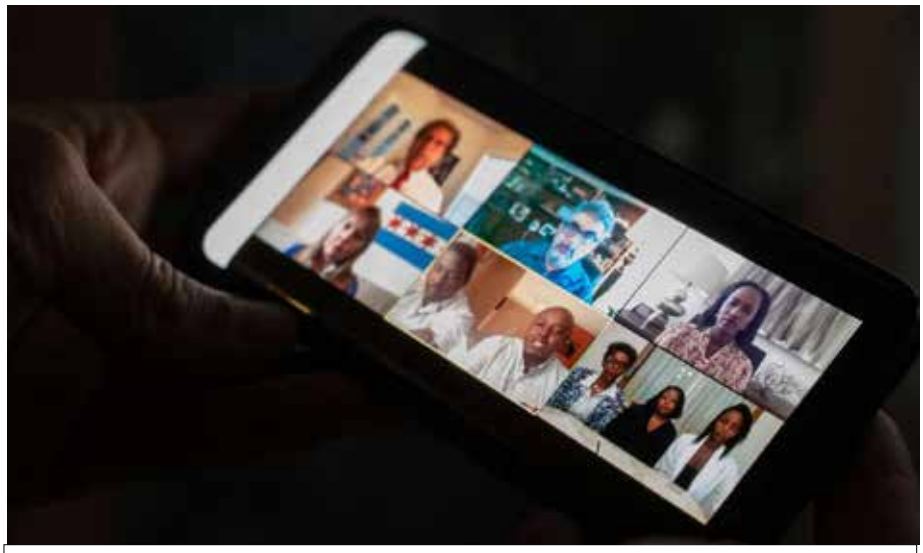
RWANDA

La suite de la page 8

inspire méfiance aux rivaux de la Russie en Occident, bien qu'elle jouisse toujours d'un poids diplomatique par rapport à sa taille économique depuis sa transition pacifique vers la démocratie. Ramaphosa a également indiqué que Poutine l'avait personnellement assuré que les négociations progressaient. Vendredi, le bureau de Ramaphosa a déclaré que l'Afrique du Sud avait été invitée à servir de médiateur dans le conflit russo-ukrainien et qu'il avait dit à Poutine que cela devrait être réglé par des négociations."Il y a ceux qui insistent pour que nous adoptions une position très contradictoire contre la Russie. L'approche que nous allons adopter est d'insister pour qu'il y ait un dialogue", a ajouté Ramaphosa. Pour lui, les cris sans cesse, ne mettront pas fin à ce conflit.»

K.Fiakofi

HRW dénonce la répression contre les blogueurs et les youtubeurs



Les activistes du net sont de plus menacés au Rwanda

Internet et les réseaux sociaux sont désormais dans la ligne de mire des autorités au Rwanda, rapporte RFI. Dans son dernier rapport, publié mercredi 16 mars 2022, l'organisation Human Rights Watch a dénoncé le harcèlement dont font l'objet les blogueurs et les youtubeurs.

Après avoir muselé la presse écrite, et la presse radiophonique, c'est autour des utilisateurs d'internet d'être la cible des autorités rwandaises. En effet, depuis deux ans, près d'une dizaine de journalistes, commentateurs, ou simples blogueurs ont été arrêtés et condamnés. C'est le cas d'Ivonne Idamange, condamnée à 15 ans de prison pour avoir critiqué le gouvernement sur sa chaîne YouTube, qui rassemble près de 19 000 abonnés, explique Lewis Mudge de Human Rights Watch cité par RFI. « Ivonne Idamange a commencé à faire des commentaires sur YouTube contre les restrictions liées au Covid-19. Elle a dit des choses contre le président actuel, le président Kagame. Elle a même insinué que le président était mort. Elle a dit des choses qui sont considérées comme étant trop sensibles, mais pas des choses illégales. Elle a été déclarée coupable de crimes, comme celui de rébellion contre les autorités de l'État,

La suite à la page 10

KENYA

La suite de la page 9



Les autorités rwandaises entravent la liberté d'expression par leurs agissements, selon l'ONG

ou d'incitation à se révolter contre l'État. », a expliqué le responsable de l'ONG de défense des droits humains.

Poursuites abusives qui violent la liberté d'expression

Des peines lourdes d'ordinaires infligées à ceux qui sont considérés comme menaçant la sécurité de l'État sont injustement prononcés à l'encontre de ces youtubeurs. Pour exemple, HRW dénonce la réaction disproportionnée des autorités, pour des reportages ou des discussions qui ne sont pas toujours politiques avec la condamnation à sept ans de prison du blogueur Dieudonné Niyonsega, connu sous le nom de Cyuma Hassan; pour avoir enfreint les règles du confinement et utilisé une fausse carte de presse lors d'un reportage. HRW considère ces actions comme des poursuites abusives qui violent la liberté d'expression.

Pierre Oued.

La diminution des aires agricoles menace la sécurité alimentaire



La fragmentation des terres devient une énorme menace pour la productivité agricole et la sécurité alimentaire au Kenya, selon une étude de la National Land Commission (NLC) du Kenya.

La diminution de la taille moyenne des exploitations agricoles entraîne à son tour l'empiétement et la dégradation des forêts des écosystèmes naturels. Les recherches menées dans 13 comtés, révèlent les effets dévastateurs de la fragmentation des terres principalement à travers les subdivisions familiales en héritage. L'étude intitulée "Effets de la fragmentation des terres sur l'utilisation des terres et la sécurité alimentaire", a établi que cela se produisait principalement dans les zones à forte productivité agricole. Au moins 64,5 % des répondants ont confirmé avoir obtenu leurs parcelles par héritage. Une grande partie des terres héritées se situent en dessous de deux acres, ce qui a vu 73,4 % d'entre eux avoir été témoins d'une baisse des rendements des cultures au cours des 10 dernières années, précise l'étude. Cela a été attribué principalement au changement climatique 50,27 % ainsi qu'à la réduction de la taille des exploitations (13,91 %).

Une nouvelle législation nécessaire pour juguler le phénomène

La Constitution du Kenya de 2010 exige que le Parlement promulgue une législation prescrivant des superficies minimales et maximales de

La suite à la page 11

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 10

propriété foncière en ce qui concerne les terres privées afin de promouvoir l'équité et de décharger les terres excessives qui ne sont pas utilisées de manière productive sur le marché foncier. «L'analyse et la classification des images satellites indiquent une fragmentation importante des terres dans les 13 comtés. Certaines des zones qui étaient auparavant des terres forestières, des prairies boisées et des prairies ouvertes ont vu leur utilisation changer en terres cultivées et en habitations. Cela a entraîné une diminution de la superficie totale sous végétation naturelle au profit de l'agriculture, des habitations et de l'urbanisation », a déclaré le Dr Mary Wandia, directrice adjointe de la recherche au NLC. Le rapport recommande entre autres la formation d'un groupe de travail multi-agences comprenant le NLC, le ministère de l'Agriculture, le ministère des Terres et de l'Aménagement du territoire et le Conseil des gouverneurs pour établir la taille minimale des terres agricoles dans tous les comtés et la création de réserves agricoles dans les comtés.

K.Fiakofi.

Jacob Zuma dépose un recours pour retirer un procureur de l'affaire dite "des accords d'armes"



L'ancien président sud-africain Jacob Zuma a déposé devant la Cour suprême d'appel, quatre requêtes dont l'une pour le retrait d'un procureur quelques semaines avant l'ouverture du procès dans l'affaire de l'accord d'armes.

M. Zuma a formulé un plaidoyer spécial, contestant le titre d'avocat de l'État Billy Downer et l'Autorité nationale des poursuites pour le juger dans l'affaire de l'accord d'armes, arguant qu'il était victime de partialité du ministère public et ne pouvait se voir garantir un procès équitable. Le mois dernier, sa défense a rejeté la décision du juge Piet Koen de la Haute Cour du KwaZulu-Natal qui a rejeté sa demande d'appel contre une décision en faveur du maintien de l'avocat Downer SC dans l'affaire. Zuma voulait que Downer se récuse de l'affaire. Parmi plusieurs raisons, le juge Koen a déclaré à News 24 qu'il ne voyait aucune perspective de succès même si la Cour suprême entendait l'affaire d'appel, et le procès pour corruption à enjeux élevés doit avoir lieu le 11 avril 2022.»En l'absence d'une résolution rapide de ce véritable problème entre les parties, il n'y a aucune possibilité d'interjeter appel avant la condamnation, sur la base de l'article 17 de la loi sur les cours supérieures», selon un communiqué .Dans son nouvel appel, l'ancien président

La suite à la page 12

ETHIOPIE

La suite de la page 11

rejette cette conclusion comme une «erreur grossière d'orientation du droit», fondée à tort sur l'idée que «les avantages d'un procès rapide, bien qu'illégal, l'emportent sur les inconvénients d'avoir à endurer un long procès», lorsqu'elle peut être évitée par l'application de la loi et de la Constitution . Zuma a fait en outre appel pour le droit de contester à la fois le rejet par le juge Koen de sa demande de «moyen spécial» dans laquelle il demandait la révocation de l'avocat Downer ainsi que sa demande selon laquelle des témoins devraient être appelés à témoigner sur les abus qu'ils prétendent avoir subis. Cependant, l'Autorité nationale des poursuites (NPA) a insisté pour que le procès de M. Zuma et de la société d'armement française Thales se poursuit indépendamment de tout appel. «Aucun appel ne devrait empêcher la reprise du procès, étant donné que l'appel lui-même aurait dû être interjeté après la conclusion du procès. Par conséquent, les procureurs s'opposeront à tout report du procès lorsqu'il reprendra le 11 avril ", a déclaré le porte-parole du NPA, Mthunzi Mhaga.

K.Fiakofi

La région du Tigré fait face à l'absence d'aide humanitaire et à une insuffisance des structures sanitaires



Le Tigré toujours privé d'aide humanitaire

Des millions de personnes dans la province du Tigré ont besoin de nourriture et d'autres formes d'assistance. Une aide humanitaire dont il est toujours privé.

Selon Allafrica, Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé estime que la situation du Tigré est catastrophique, la région étant isolée du reste du monde depuis maintenant 500 jours. «L'attention du public est principalement concentrée sur la guerre en Ukraine, mais à la mi-décembre 2021, aucune aide alimentaire n'a été livrée à la région nord de l'Éthiopie», a déclaré Tedros lors d'une conférence de presse, ajoutant qu'environ trois quarts des établissements de santé évalués par l'OMS dans la région ont été détruits et qu'environ 40 000 personnes atteintes du VIH sont sans traitement.»

Rappelons que des milliers de femmes, hommes et enfants ont dû fuir les violences qui sévissent dans la région du Tigré en Éthiopie. Ils ont désespérément besoin de nourriture, d'eau potable, d'une assistance médicale et d'un abri. À cause des violences dans la région du Tigré, le nombre de réfugiés et de personnes déplacées internes ne cesse d'augmenter.

Fatimata COMPAORE

RWANDA

Le génocidaire Jean-Baptiste Mugimba condamné à 25 ans de prison

La Chambre spécialisée dans les crimes internationaux et transfrontaliers de la Haute Cour a condamné, le jeudi 17 mars 2022, Jean-Baptiste Mugimba, un ressortissant rwandais à une peine d'emprisonnement de 25 ans pour crimes de génocide.



En juin 2013, le permis de séjours néerlandais de Mugimba lui a été révoqué au motif de son implication dans le Génocide rwandais

Le rwandais Jean-Baptiste Mugimba a officiellement écopé de 25 ans d'emprisonnement pour sa participation au génocide rwandais de 1994. Plusieurs chefs d'accusation avait été retenus contre lui pour des crimes qu'il a commis dans les secteurs de Nyakabanda et Nyamirambo du district de Nyarugenge dans la ville de Kigali. Extradé des Pays-Bas vers le Rwanda en 2016, Jean-Baptiste Mugimba fut depuis lors poursuivi devant les tribunaux, des accusations comprenant le génocide, l'entente en vue de commettre le génocide, la complicité dans le génocide, l'incitation directe et publique à commettre le génocide, le meurtre et l'extermination en tant que crimes contre l'humanité, selon l'accusation. A noter que le tribunal l'a condamné pour deux crimes, à savoir l'entente en vue de commettre le génocide et la complicité dans le génocide.

Secrétaire général de la Coalition pour la défense de la République (CDR) au moment du génocide, Jean-Baptiste Mugimba, fut l'un des membres influents de ce parti extrémiste considérés comme les instigateurs de la planification et de l'exécution du génocide de 1994 contre les Tutsis.

Roseline BADO

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Afrique : le HCR veut mobiliser des fonds pour faire face à la plus grande crise de réfugiés

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi que 102 autres organisations humanitaires et de développement, lancent un appel en vue de mobiliser 1,2 milliard de dollars. Ces fonds permettront de fournir une assistance humanitaire et une protection indispensable à 2,3 millions de réfugiés sud-soudanais et aux communautés locales en République démocratique du Congo (RDC), en Éthiopie, au Kenya, au Soudan et en Ouganda. Pour mieux préserver l'environnement et minimiser les impacts de la crise climatique, le HCR accroît l'utilisation d'énergies propres et engage d'autres investissements respectueux de l'environnement.

La Zambie touchée par une pénurie de médicaments



Selon Journal du tchad.com, les hôpitaux publics zambiens sont touchés par une grave pénurie de médicaments essentiels et d'autres fournitures médicales, que le gouvernement a imputée à une « *refonte du système d'approvisionnement en médicaments* ». Ces pénuries ont débuté en octobre 2021 et se sont aggravées ces dernières semaines. Certains hôpitaux sont complètement à court de médicaments et de consommables essentiels. Le secrétaire général du ministère de la Santé, Lackson Kasonka, a confirmé ces pénuries, expliquant aux journalistes que la situation était due à la révision en cours du système d'approvisionnement en médicaments.

Seychelles : l'interdiction des ballons n'est pas totalement respectée



Depuis septembre 2021, apprend t-on du site d'information, L'info.re, les autorités aux Seychelles ont interdit l'utilisation des ballons. Cette mesure n'est pas totalement respectée jusqu'ici. Aux Seychelles, le ministère de l'Environnement a appelé au respect de l'interdiction d'utiliser et d'importer des ballons. Depuis septembre de l'année dernière, il ne devrait en fait y avoir aucun ballon importé, vendu et utilisé en aucune circonstance. Ce rappel a été mentionné, car des responsables du ministère ont remarqué sur les réseaux sociaux que de nombreuses personnes utilisent encore des ballons pour les décorations de fête, a relaté notre source.

Nigeria : ouverture du salon de la technologie et de l'innovation

Chaque année se tient à Abuja au Nigeria, le salon de la technologie. C'est un rendez-vous incontournable pour découvrir les dernières innovations venues des quatre coins du pays et qui pourraient aider à améliorer le futur. Mais toutes ces technologies ne sont pas nouvelles. Car, tempère le média, certains des exposants qui étaient déjà présents les années précédentes sont de retour cette année avec des versions améliorées de leurs projets, dont ils ont pu corriger les petits défauts.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Mali : une mission conjointe à Bamako pour élucider la disparition des Mauritaniens



Selon TV5Monde, Bamako accueille une délégation d'experts mauritaniens. Composée de militaires et de gendarmes, elle a pour objectif de mener une mission conjointe, pour élucider les disparitions récentes de plusieurs Mauritaniens au Mali. Une délégation d'experts mauritaniens est arrivée, mercredi 16 mars au soir à Bamako. Selon cette source, la délégation participe à une mission pour tenter d'élucider les disparitions récentes de plusieurs Mauritaniens au Mali, comme l'a annoncé le ministère mauritanien de l'Intérieur.

Guerre en Ukraine : l'Égypte face à la flambée du prix du pain



Largement dépendante des importations de blé ukrainien et russe, l'Égypte voit bondir les prix du pain, a rapporté le Reporterre.net. Malgré de sensibles variantes dans le pays, la flambée des prix du blé sur le marché international a déjà des répercussions en Égypte, plus gros importateur de blé au monde. Pour 2021-2022, 13 millions de tonnes de cette céréale doivent être importées, selon les estimations. Et les deux principaux fournisseurs de cette matière première sont l'Ukraine et la Russie, qui fournissent 84 % du blé nécessaire à l'Égypte.

RDC : un mort et une importante quantité d'or emportée dans l'attaque d'un convoi



Deux véhicules avec à son bord des exploitants chinois sont tombés, le jeudi 17 mars 2022, dans une embuscade d'hommes armés non loin du village Diango, à une dizaine de kilomètres de Bunia, a rapporté Radio Okapi. Le bilan fait état d'un mort en la personne du propriétaire du site, de trois blessés par balle, ainsi qu'une importante quantité d'or emportée par ces hommes armés. Après leur forfaiture, les bandits dont l'identité n'est pas connue, vont réussir à se volatiliser dans la nature avec leur pactole.

Nigeria : le président Buhari s'excuse d'un black-out sans précédent

Le Nigeria est confronté à une grave crise énergétique, selon RFI. Il n'y a plus d'électricité dans le pays depuis le lundi 14 mars 2022. Les autorités évoquent une trop faible production. Plus de 80% du réseau national nigérian est alimenté grâce au gaz naturel. Une ressource dont les prix ont fortement augmenté depuis la crise ukrainienne. Selon notre source, au moins une douzaine de centrales électriques n'ont pas fonctionné ou ont produit une quantité limitée de courant.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

L'Ethiopie: 2,9 milliards de dollars engrangé grâce aux exportations agricoles



L'Ethiopie a engrangé 2,9 milliards de dollars ces sept derniers mois, grâce à ses exportations de produits agricoles, a rapporté, jeudi 17 mars 2022, l'agence de presse officielle Ethopian News Agency. Ces recettes ont été facilitées par l'Ethiopian Commodity Exchange (ECX), une bourse de matières premières où se négocient les principaux produits d'exportation du pays tels que le café, les graines de sésame, les épices ainsi que divers produits agricoles sur le marché international, a indiqué Wondimagegnehu Negera, directeur de l'ECX, cité par ENA.

Kenya: Co-op Bank et Absa Bank affichent des bénéfices en hausse



Co-operative Bank of Kenya et Absa Bank Kenya, ont toutes deux récemment déclaré des résultats nets en hausse, au terme de l'exercice 2021. La première a affiché un bénéfice après impôts de 15,5 milliards de shillings, en hausse de 13,6 % par rapport à son niveau de fin décembre 2020. La seconde a, quant à elle, réalisé un bénéfice après impôts de l'ordre de 10,2 milliards de shillings, en progression de 175 % par rapport à son résultat de 3,7 milliards de shillings réalisés sur la même période, selon le rapport Credit Officer Survey, cité par la Banque centrale.

Libye : au moins 70 migrants morts noyés en deux semaines



Au moins 70 migrants sont portés disparus au large des côtes de la Libye et présumés noyés au cours des deux dernières semaines, a indiqué dans un communiqué, jeudi 17 mars dernier, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Selon l'organisation, « *une embarcation transportant 25 migrants a chaviré le 12 mars au large de Tobrouk* », dans l›est de la Libye. L›OIM a évoqué un autre naufrage datant du 27 février, lorsqu›un bateau « *s'est renversé quatre heures après être parti du port de Sabratha* ».

Tunisie : démantèlement d'un réseau de faux billets à Gafsa



L'unité de la Police Judiciaire du District de la Sûreté Nationale de Gafsa a démantelé, le jeudi 17 mars 2022, une cellule distribuant des billets de dix et vingt dinars entre Gafsa Médine et la délégation de Sened, a rapporté Webdo.tn. A cet effet, cinq personnes dont deux élèves chargés du trafic de billets de banque falsifiés, et trois jeunes hommes âgés de 19 à 23 ans a l'origine de l'impression, ont été arrêtés par les agents de la police.

ANNONCE

SCIENCES CAMPUS

Institut Sciences Campus

LICENCE | MASTER | MBA

Filières Disponibles

- Management des Projets et Programmes
- Suivi Évaluation des Projets et Programmes
- Gestion Administrative Comptable et Financière
- Master of Business Administration
- Finance Comptabilité
- Marketing
- Gestion des Ressources Humaines
- Gestion des Entreprises
- Secrétariat
- Système d'Information Géographique
- Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environement et de l'Energie
- Gestion des ONG et Associations
- Banque
- Micro-Finance
- Assurance
- Transport et Logistique
- Réseaux Informatique et Télécommunication



www.formationenligne.org

Sise à Ouaga 2000, Avenue Sembene Ousmane
02 BP 5805 Ouagadougou 02
Tél : 226 77 20 00 26

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
KOMBOÏGO Francis

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCES


TERRAIN
A VENDRE
Terrain de deux (02) hectares en vente à Gonsé à 800 mètres de l'Université Thomas Sankara et à 500 mètres de la voie bitumée.
Prix : 30.000.000 FCFA / hectare
Contacts :
Tél : 00226 70210208
WhatsApp : 00226 76 20 00 26


TERRAIN
A VENDRE
Terrain de deux (02) hectares et demi à 400 mètres du site du nouveau péage de la sortie Ouaga-Fada.
Prix : 10.000.000 FCFA / hectare
Contacts :
Tél : 00226 70210208
WhatsApp : 00226 76 20 00 26

ANNONCE

AUDIENCE GLOBALE DU QNA

Environ un million de lecteurs quotidien
Audience à très forte croissance

Audience sur les kiosques digitaux

Kiosques Numériques	Visiteurs des sites web vue de la Une du QNA	Lecteurs occasionnels du QNA	Abonnés périodiques du QNA
ekiosque, viaPRESSE, Cdiscount, KIOSK.com, fnac, viapressbe, SOSPRESSE, ePresse, Cultura, emediaplace, France Loisirs, scopalto, orange, Tego, YouScribe	2.800.000 / jour soit 19.600.000 / semaine	3.000 / jour soit 18.000 / semaine	2.000 / jour soit 12.000 / semaine

Source des états annuels de janvier 2022

Audience sur réseaux sociaux

Lien page sur les réseaux sociaux	Abonnés Total	Vue de la Une du QNA	Clic pour lecture
www.facebook.com/OTCMEDIA1	1.800.487	1.800.487	600.000
www.facebook.com/quotidiennumeriquebf	420.238	420.238	140.000
www.facebook.com/quotidiennumerique	101.717	101.717	33.000

Décompte de Mars 2022

Audience par le partage mobile

Application	Partage direct quotidien	Lecteur quotidien	Repartage quotidien
WhatsApp	200.000	180.000	600.000
Telegram	1.200	800	...

Décompte de Mars 2022